

ÉCONOMIE POLITIQUE

Se libérer du dollar ?

« Dédollariser » : la question est à l'ordre du jour.

Elle a pris une consistance nouvelle – accompagnée d'ambivalences accrues – avec la montée en puissance des BRICS. Elle est au premier plan de l'agenda international depuis que le gouverneur de la Banque populaire de Chine a pris à son compte en 2009, la proposition de remplacer la monnaie des États-Unis dans sa fonction de monnaie commune mondiale par un nouvel instrument de réserves international créé à partir des droits de tirage spéciaux du FMI. Elle est devenue encore plus actuelle avec l'intensification des conflits géopolitiques et, en particulier, avec les efforts russes pour échapper aux sanctions consécutives à l'invasion de l'Ukraine. Elle est largement perçue, aujourd'hui, comme un enjeu politique concret qui concerne toutes celles et tous ceux, sur la planète, qui veulent agir sur la marche du monde, et non pas seulement la subir. Elle sera sous-jacente à beaucoup de débats qui

vont agiter la campagne pour les élections européennes.

C'est que l'hégémonie du dollar est consubstantielle à l'emprise de l'impérialisme américain sur le monde, et à ses conséquences – la moindre d'entre elles n'étant pas la faiblesse et la vulnérabilité des économies européennes. C'est parce qu'ils avaient commercé en dollars que des acteurs majeurs de l'économie mondiale – jusqu'à une banque systémique comme BNP-Paribas – se sont vu infliger des sanctions par des juges de New York appliquant de façon extra territoriale le droit des États-Unis. C'est à la bonne volonté de la Réserve fédérale – c'est-à-dire aux intérêts bien compris du capital coté à Wall Street – dans la fourniture de liquidités aux banques centrales du reste du monde qu'est suspendu le sort de l'économie mondiale à chaque fois qu'elle est menacée par l'exubérance irrationnelle de la finance ou par le refus que le capital oppose aux exigences montantes d'un développement inédit des ca-

DOSSIER

pacités de tous les êtres humains sur une planète vivable.

Ce dossier propose de nouveaux matériaux dont nous espérons qu'ils pourront aider à donner de l'ampleur aux initiatives, en France et ailleurs, en faveur d'une alternative à l'hégémonie du dollar.

On soulignera à son propos deux choses. En premier lieu, il fait suite à de nombreux travaux dont notre revue a rendu compte, et auxquels on se reportera avec profit. Pour n'en citer que quelques-uns :

- L'interview de Paul Boccara au journal indien *The Patriot* préconisant, dès 1983, la création d'une monnaie mondiale de coopération pour des prêts à très long terme et à taux d'intérêt très bas, destinés au financement du développement des capacités humaines dans le monde entier.

- Le diagnostic posé trente ans plus tard dans notre numéro 718-719 (mai-juin 2014), par le même auteur, sur « Les perspectives ambivalentes d'une Banque et d'un Fonds des BRICS pour une autre construction de la mondialisation », < <http://www.economie-politique.org/59512>>.

- Le compte rendu, paru dans notre numéro 786-787 de janvier-février 2020, de la rencontre « Que faire face à la mondialisation capitaliste? Quelle révolution pour un monde de partage et de coopération? » tenue en février 2020 à l'initiative du PCF et de notre revue, <<https://www.economie-et-politique.org/2020/03/30/numero-786-787-janvier-fevrier-2020/>> ;

- L'article d'Yves Dimicoli « Dollar, le billet vert-de-gris » paru dans notre numéro n° 814-815 (mai-juin 2022), <<https://www.economie-et-politique.org/2022/07/15/4594/>> ; et, du même auteur, « L'euro dans le vortex du dollar » paru dans notre numéro n° 828-829 (juillet-août 2023) <<https://www.economie-et-politique.org/2023/08/24/leuro-dans-le-vortex-du-dollar/>>.

En second lieu, il vise à favoriser de nouveaux travaux, et de nouvelles rencontres entre forces susceptibles de converger pour rendre possible une alternative à la domination du dollar dans une mondialisation de paix et de coopération.



■ Pour une tout autre globalisation : comprendre la domination du dollar et avancer vers une monnaie commune mondiale alternative

Cet article est une version remaniée de la communication présentée par l'auteur à La Havane (Cuba), à l'occasion de la XIV^e Rencontre internationale sur la globalisation et les problèmes du développement organisée par l'Association des économistes d'Amérique latine et des Caraïbes du 14 au 17 novembre 2023.

La globalisation actuelle fait souffrir les peuples et la planète, apportant inégalité, polarisations et monopoles, guerre économique et guerres militaires.

Le dollar y joue un rôle pivot.

Or, aujourd'hui, dans les années 2023-2024, après la pandémie mondiale, après la crise financière mondiale de 2008, face à la crise climatique et écologique, aux guerres et à une domination encore renforcée des multinationales et des monopoles informationnels, à l'extension de la pauvreté et au nouvel équilibre démographique – et productif! – du monde, il y a une urgence à une globalisation totalement différente pour une nouvelle civilisation, avec ses trois aspects économique, anthropologique et géographique. Une civilisation commune à toute l'humanité, une civilisation du partage, de la paix et du développement de toutes les capacités humaines.

Après la pandémie, les inégalités du monde sont considérables, tant entre pays capitalistes développés qu'au sein des pays capitalistes développés, ainsi qu'au sein même des pays dits « du Sud ». Le tableau 1 montre ainsi qu'au-delà de la communication sur « la reprise », au moins trois grandes régions du Sud sont en grande difficulté (l'Afrique subsaharienne, l'Afrique du Nord, l'Amérique latine), si l'on s'intéresse au PIB par habitant, qui traduit mieux le ressenti des peuples que le montant de PIB sur lequel le FMI, l'OCDE et les médias dominants communiquent pour dire « tout va bien »¹. De même, au Maghreb, malgré des croissances de 5 % ou 4 % (Maroc et Algérie) c'est à une stagnation et à un recul du PIB par tête qu'on assiste (0 % et -1 %, Algérie).

En revanche, en Chine et en Inde il s'accroît très vivement, mais aussi en Égypte (+10 %) et en Iran (+11 %), ainsi que dans un certain nombre de pays d'Europe de l'Est (Pologne +14 %, Roumanie +15 %).

Cela souligne le besoin de développement, et donc de financements massifs pour l'ensemble des pays du monde, au-delà du PIB existant qui est insuffisant, mal composé (parfois malsain) et mal réparti.



	Évolution 2019 à 2023		Niveau
	PIB en volume	PIB par Habitant en volume	PIB / Habitant En PPA (E.-U. = 100)
G7	4 %	3 %	84
dont			
États-Unis	7 %	5 %	100
Royaume-Uni	0 %	-2 %	72
France	2 %	0 %	74
Allemagne	0 %	0 %	84
Émergents et en développement d'Asie	18 %	15 %	19
dont			
Chine	20 %	20 %	28
Inde	17 %	13 %	11
Moyen Orient + Asie Centrale	9 %	5 %	20
Amérique latine + Caraïbes	6 %	2 %	25
Afrique Sub-saharienne	11 %	0 %	6

Source : FMI (Perspectives économiques), PPA = parité de pouvoir d'achat.

Précisément, il y a peu, le FMI a dû procéder en 2021 à une allocation exceptionnelle de l'équivalent de 650 milliards de dollars en DTS (droits de tirage spéciaux), le montant le plus élevé de son histoire. Mais les pays émergents et en développement s'en sont vu attribuer moins de la moitié, alors qu'y vivent près des deux tiers de l'humanité².

Une monnaie commune mondiale, alternative au dollar, et une bataille pour s'opposer à la domination impériale du dollar est nécessaire pour avancer dans le sens d'une réponse aux besoins de co-développement et d'une tout autre mondialisation. Cela est vrai aussi bien pour les « Sud global » que pour des pays intermédiaires comme la France, et toute l'UE, y compris l'Allemagne, dont les économies sont mises à mal par l'obligation de suivre le dollar et la politique monétaire de la Banque centrale des États-Unis (la FED).

Urgence d'une globalisation totalement différente pour une nouvelle civilisation

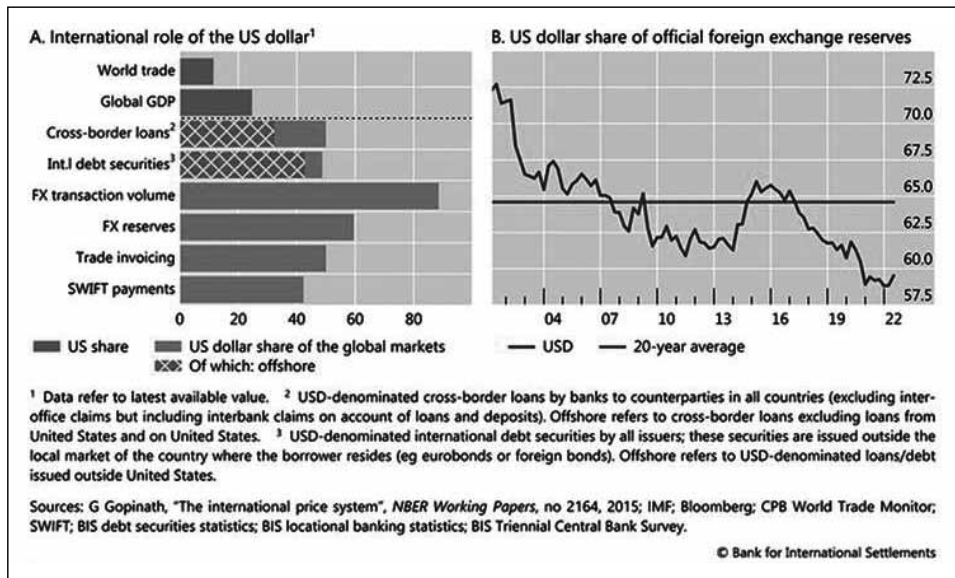
La globalisation recouvre deux dimensions complémentaires et correspond à des transformations profondes : l'extension géographique (monde) et la transversalité (global). Elle tend à faire que les processus économiques soient traversés par une même logique et les mêmes intérêts, soumettant tous les pays à une domination sans précédent des marchés, en particulier financiers, où peuvent opérer de grands fonds de capitaux spéculatifs. Pendant ce temps, les multinationales tissent leurs réseaux de production, financiers et informatifs, avec le soutien des États et des institutions internationales, mettant en concurrence tous les travailleurs, employés ou potentiels, et essayant, récemment, d'exclure les pays qui ne se soumettent pas à cette logique.

Mais cette globalisation n'est pas la seule possible. Un autre type de globalisation est possible et nécessaire. Il ne s'agit pas du faux radicalisme de la « démondialisation » ou du « souverainisme ». Le monde a besoin de partager et d'agir ensemble : du partage des brevets et des technologies pour produire des vaccins, à l'action commune contre le réchauffement climatique, mais aussi au partage d'informations sur la santé publique, sur les cyclones, jusqu'au partage des moyens financiers et monétaires pour répondre aux défis globaux inédits d'un développement social et écologique de l'ensemble du monde.

Déjà en 1999, à La Havane, Paul Boccara insistait sur le fait qu'« il s'agirait d'organiser des maîtrises sociales effectives, étatiques et non étatiques, des marchés, des pouvoirs d'intervention des travailleurs et des citoyens, avec des principes de dépassement effectif des marchés capitalistes eux-mêmes [...] Ainsi, on pourrait faire reculer et commencer à dépasser la globalisation monopoliste pour avancer vers une globalisation de socialisation mutualisée dans l'intérêt des peuples. »³

La même année, Fidel Castro concluait la même rencontre, faisant écho à Paul, en disant : « l'incroyable et inédite globalisation qui nous occupe est un produit du développement historique ; un fruit de la civilisation humaine [...] Est-ce un processus réversible ? Ma réponse, celle que je me donne à moi-même, est : non. Quel type de globalisation avons-nous aujourd'hui ? Une globalisation néolibérale ; c'est ainsi que beaucoup d'entre nous l'appellent. Est-ce durable ? Non. Pourra-t-elle subsister longtemps ? Absolument pas. Une question de siècles ? Catégoriquement non [...] Comment se produira la transition ? Nous ne le savons pas. Par le biais de vastes révolutions violentes ou de grandes guerres ? Cela semble improbable, irrationnel et suicidaire. Par le biais de crises profondes et catastrophiques ?

Figure 1 - Poids international du dollar des États-Unis dans différents domaines



Malheureusement, c'est le plus probable, presque inévitable, et cela se déroulera par des voies et des formes de lutte très diverses.

Quel type de mondialisation sera-ce ? Il ne pourrait en être autrement que solidaire, socialiste, communiste, ou comme vous voulez l'appeler.

La nature, et avec elle l'espèce humaine, dispose-t-elle de beaucoup de temps pour survivre à l'absence d'un tel changement ? Très peu. Qui seront les créateurs de ce nouveau monde ? Les hommes et les femmes qui peuplent notre planète. Quelles seront les armes essentielles ? Les idées ; les consciences. Qui les sèmera, les cultivera et les rendra invincibles ? Vous [les participants à la rencontre, économistes et acteurs sociaux et politiques]. S'agit-il d'une utopie, d'un rêve parmi tant d'autres ? Non, car c'est objectivement inévitable et il n'y a pas d'alternative. »⁴

Rôle du dollar et mécanismes de domination

L'hégémonie du dollar américain en tant que monnaie commune mondiale *de facto* va de pair avec l'hégémonie du capital financier américain et des firmes multinationales (FMN). La domination du dollar américain permet un énorme « prélèvement » de l'économie américaine sur les autres économies, au service du capital financier et au détriment du développement social de tous les peuples du monde, y compris aux États-Unis. Elle accentue les inégalités et les renforce. C'est un élément de la crise mondiale et un élément clé de la prochaine crise, qui a déjà commencé. Il est essentiel de bien comprendre l'hégémonie du dollar.

En premier lieu, la domination du dollar américain dans le commerce est bien connue, la monnaie étant un intermédiaire dans les échanges. Une grande partie du commerce mondial s'effectue en dollars, et une autre partie est facturée en dollars (plus de 50 % contre un poids des États-Unis de 10 à 12 % dans le commerce mondial). Par conséquent, de nombreuses économies dépendent de l'évolution du taux de change du dollar. D'autre part, leur commerce stimule la demande de dollars, contribuant ainsi à maintenir son taux de change.

En deuxième lieu, la monnaie est une réserve de valeur. Précisément, le dollar américain domine les réserves de

devises et, surtout, est accepté comme une contrepartie générale pour toute monnaie. Sa part est de 58 à 59 % dans les réserves, bien qu'elle ait diminué, notamment depuis la création de l'euro. Cela résulte du rapport de force économique et de la détention d'obligations libellées en dollars (poids de 50 % dans les titres de dette détenus internationalement), mais cela est aussi dû aux règles de convertibilité imposées par le FMI.

En troisième lieu, la monnaie est un équivalent général. Précisément, le dollar est un équivalent général pour presque toutes les devises, après la fin de sa convertibilité en or et l'abandon du gold-exchange-standard (système de Bretton Woods) : il représente plus de 85 % (sur 200 %) du marché des changes.

En quatrième lieu, la monnaie est également, et surtout, un instrument de crédit. Les œuvres de Marx et les travaux marxistes montrent que le pouvoir de l'argent réside en grande partie dans sa capacité de financement, son pouvoir de mobiliser les facteurs de production et de les développer (la part du dollar est de 50 % dans les prêts transfrontières). Le capitalisme peut être fondamentalement vu comme un monopole d'une classe – les capitalistes – sur l'argent et son utilisation. L'argent agit comme un préalable avant de produire, permettant à la production d'exister – finançant actuellement les énormes besoins d'avances monétaires pour la révolution informationnelle (par exemple, la R & D) – et dirigeant la production : où produit-on, que produit-on, que finance-t-on, quel mix productif entre travailleurs et moyens matériels, etc.

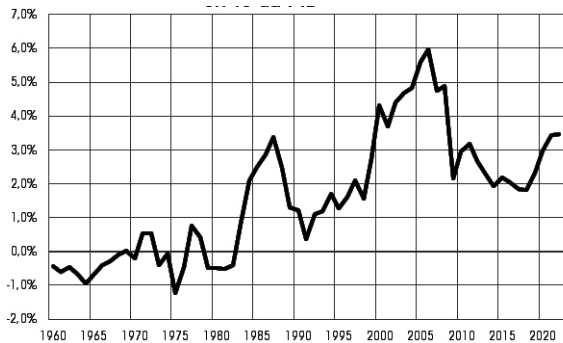
C'est le cas d'une monnaie comme le dollar, qui est émise librement par la Réserve fédérale américaine et qui est acceptée dans le monde entier comme une monnaie mondiale commune *de facto*, mais monopolisée par une seule classe d'un seul pays : les cercles financiers américains.

En cinquième lieu, la monnaie a un pouvoir sur les résultats de la production : pour rapatrier la valeur résultant de la production, la transférer et l'attirer avec des perspectives de profits (variations des taux de change, investissements financiers dans les actifs libellés dans cette monnaie ou investissements réels dans les entreprises du territoire de cette monnaie).

Cette position du dollar renvoie aussi au rôle des États-Unis dans l'économie mondiale et à leur situation particulière

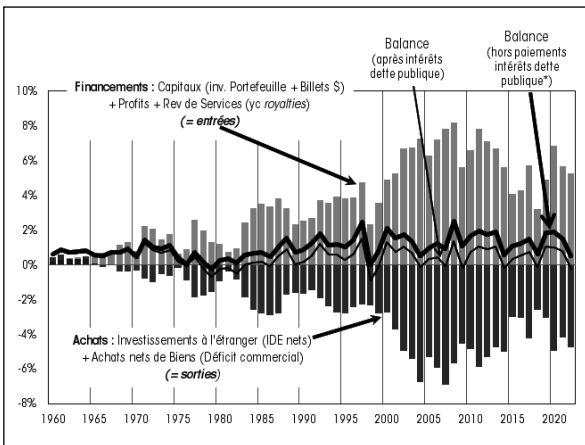
d'emprunteur net. Le déficit public du gouvernement des États-Unis est bien connu. Son financement serait, *a priori*, rendu plus difficile, du fait que l'économie des États-Unis a – globalement, en termes agrégés – un besoin important et croissant de financement externe net (Figure 2), dont le déficit commercial fait partie. Mais pour avoir recours au financement extérieur, le statut du dollar en tant que monnaie mondiale commune *de facto* facilite considérablement ce financement par le Trésor américain et la Réserve fédérale. Ils n'ont qu'à émettre des dollars, leur monnaie nationale, avec laquelle ils remboursent cette même dette aux non-résidents. Bien sûr, cela nécessite que la confiance dans le dollar et son taux de change soit maintenue. Précisément un des facteurs qui renforce et maintient cette confiance est la quantité de titres en dollars détenus dans le monde, rendant ses possesseurs dépendants à ce que sa valeur se maintienne, tandis qu'un autre facteur est la force de la demande de dollars pour de multiples opérations (commerce, achats de titres, etc.), soutenant son taux de change. Ces deux facteurs permettent d'entrevoir l'intense exigence des États-Unis que leur monnaie reste la monnaie commune mondiale (de détention de titres, de commerce, de réserve et de placement) au risque de voir toute cette construction s'effondrer, et donc leur financement par le monde entier.

Figure 2 - Besoin de financement externe des États-Unis en % du PIB



Source : BEA of the US department of Commerce (Balance des paiements).

Figure 3 - Financement externe des États-Unis en % du PIB



Source : BEA of the US-Department of Commerce (Balance des paiements).

Besoin de financement = Balance des comptes courants + Solde des capitaux physiques

Bien au-delà du déficit public, le dollar permet de financer le développement des entreprises multinationales américaines aux États-Unis et à l'étranger. Il fonctionne comme une pompe d'aspiration et d'expulsion sur les capitaux du monde entier.

Le dollar est une monnaie qui attire les capitaux du monde entier et renforce ainsi le pouvoir des États-Unis – de leur capital et non de leur peuple. En effet, l'économie américaine attire des capitaux de tous les pays du monde. On le voit sur le graphique de la figure 3 qui représente le fonctionnement de cette pompe aspirante et refoulante que constitue le dollar US. Commentons-le, en commençant par les entrées (en gris clair), qui représentent le financement.

En gris clair et en positif, les entrées :

- Entrant aux États-Unis, nous avons des investissements de portefeuille dans l'économie américaine (achat d'actions d'entreprises, achat d'obligations du Trésor américain), ainsi que de nombreux dépôts en dollars, et d'énormes quantités de prêts en dollars.

- Les rapatriements de bénéfices des multinationales entrent également (paiements de services, dividendes).

- Tout cela finance l'économie américaine comme un drainage, une « prise », sur le reste du monde, une « taxe » pourrait-on dire, accompagnant les déficits et les déséquilibres américains, et les finançant. Cela soutient également le taux de change du dollar grâce à la demande de dollars.

En gris foncé et en négatif, les sorties :

- Elles financent l'expansion mondiale des multinationales américaines aux États-Unis et dans le monde entier, à travers les flux nets d'IDE (investissements directs à l'étranger) sortant des États-Unis (2002-2014, cf. plus bas). À ce stade, on peut souligner une chose : le capital qui vient de l'extérieur sous forme d'investissements de portefeuille a peu de pouvoir de contrôle, mais il finance l'investissement direct à l'étranger (sorties des États-Unis) qui contrôle les autres entreprises. Ainsi, une grande partie du capital étranger entre aux États-Unis uniquement pour financer et obtenir des bénéfices, mais il se transforme pour aider les multinationales américaines à contrôler le reste du monde... C'est une transformation du financement du reste du monde en un contrôle sur le reste du monde grâce au pouvoir du dollar, en concédant certains bénéfices (dividendes des investissements de portefeuille et intérêts des obligations du Trésor payés par l'État).

- Et cela finance les achats de produits matériels et de composants auprès du reste du monde (le déficit commercial des États-Unis), en partie à un prix réduit, notamment lorsque ces composants sont produits par des filiales de multinationales américaines.

En traits noirs, ce qui reste :

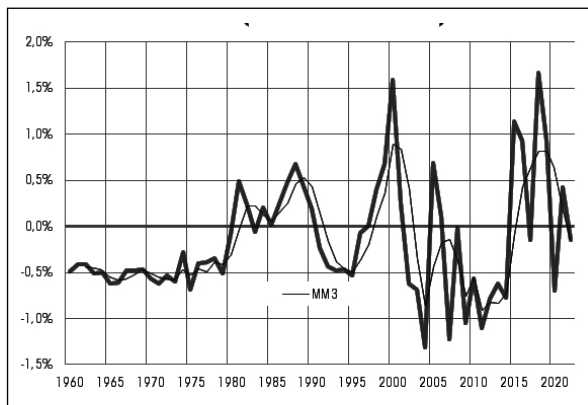
- En finançant le déficit public et le déficit commercial, cela finance le développement de l'économie américaine, et de ses multinationales, notamment ses dépenses informationnelles et son avancée technologique et militaire, les dépenses en recherche et développement (R & D), la formation des travailleurs hautement qualifiés, ainsi que les investissements technologiques. Une partie de ces dépenses est effectuée au sein de l'économie américaine, soit par les firmes multinationales (FMN), soit par les entités publiques et l'État fédéral (y compris les dépenses militaires). Le graphique de la figure 3 permet de voir ce qui reste après le paiement des intérêts de la dette publique (trait fin).

Figure 4 - Solde de financement des FMN et des IDE, en % et en milliards, par sous-périodes

		Moyenne 1960-1980	Moyenne 1981-1990	Moyenne 1991-2014	Moyenne 2015-2022
IDE/PIB	%	-0,5 %	0,3 %	-0,3 %	0,5 %
	milliards de dollars	-5,8	13,7	-42,7	101,8
Solde « FMN » + Etat (avant intérêts de la dette publique)	%	0,6 %	0,3 %	1,2 %	1,1 %
	milliards de dollars	3,3	10,8	74,7	193,2
Solde (après intérêts de la dette publique)	%	0,5 %	-0,2 %	0,5 %	0,3 %
	milliards de dollars	2,9	-6,6	33,8	57,6

Source : BEA of the US-Department of Commerce (balance des paiements).

Figure 5 - IDE nets aux États-Unis en % du PIB (sorties - ; entrées +)



Source : BEA of the US-Department of Commerce (balance des paiements).

(En trait fin, la moyenne mobile sur 3 ans).

Il est important de se représenter la quantité de dollars, et pas seulement la proportion du PIB. Il est également nécessaire de distinguer les sous-périodes. Le tableau de la figure 4 montre qu'en moyenne, au cours de la période la plus récente, plus de 190 milliards de dollars restent pour les dépenses internes, et plus de 50 milliards après le paiement des intérêts de la dette.

En ce qui concerne les IDE, depuis l'année 2015, nous sommes revenus à une situation où l'investissement direct étranger (IDE) entrant aux États-Unis est supérieur à celui qui sort (comme dans les années 1980, cf. figure 5). Le monde continue de financer le développement des firmes multinationales (FMN) américaines, y compris leur expansion à l'étranger, mais au bénéfice de leur développement sur le site américain, y compris de son complexe militaro-industriel.

Le système de la globalisation et sa cohérence

La globalisation actuelle a sa cohérence de crise, sa cohérence de tentative de réponse à la crise radicale du capitalisme monopoliste d'État social (CMES) qui « fait système ». Cette globalisation tente de créer un nouveau système, bien

qu'elle soit en crise, sur la base fondamentale de la révolution informationnelle qui déstabilise les règles normales du capitalisme. Le système de la globalisation combine les multinationales, les règles internationales (financières, monétaires, de propriété intellectuelle, entre autres), dont le rôle prééminent du dollar, et les institutions internationales, publiques et étatiques (FMI, OMC, etc.). Il est imprégné par la logique du capital, tant dans la formation des réseaux des multinationales que dans les pouvoirs ou dans la logique des normes et des institutions. Autrement dit, cet ensemble est orienté par les critères de rentabilité financière et la logique du marché. C'est pourquoi il s'agit de dépasser les « quatre marchés » (produits, travail, monnaie ou fonds, marché international qui est transversal aux autres). Le monopole de l'utilisation de l'argent, au cœur de la logique du capitalisme, confère sa cohérence au système. Il s'agit du monopole patronal des pouvoirs et des critères du capital, de la culture du capital, sur l'utilisation de l'argent dans les entreprises et par les entreprises – utilisation du profit, du crédit bancaire et des aides publiques – pour le profit et l'accumulation de capital-valeur (matériel et financier). Le dollar participe de ce monopole. Il faut non seulement une nouvelle distribution des richesses comme distribution des revenus, mais aussi une autre utilisation des richesses dans la production elle-même, pour une autre production, une autre activité économique, sociale et écologique.

L'utilisation de l'argent est la question la plus importante car une autre utilisation pourrait permettre : un autre type d'emploi, un autre travail et une autre production. C'est le principal moyen de rendre viable et durable une autre distribution des revenus. En second lieu, c'est le moyen de modifier les richesses réelles produites, et même les technologies, pour les adapter aux besoins sociaux et environnementaux. Changer l'utilisation de l'argent permet de changer les critères de gestion des entreprises.

Avancer vers un partage global des technologies et de leur utilisation et rompre le monopole du capital et des patrons sur l'utilisation des moyens financiers, qui est un monopole de pouvoir et un monopole de critères (rentabilité financière), peut se décliner à chaque niveau (du local au mondial, en passant par les entreprises et les organisations internationales). Cela dessine la perspective d'une autre globalisation et non d'une fermeture des nations, d'une globalisation de partage pour toute l'humanité, de partage des richesses, des pouvoirs et des savoirs.

Le dollar et la nécessité d'une monnaie mondiale commune alternative

Par son attraction de tous les capitaux du monde pour la domination impérialiste des multinationales US et pour leur expansion, le dollar s'oppose à une mondialisation de coopération et de partage.

Il s'y oppose aussi par sa domination dans les échanges ainsi que par la dictature qu'il exerce sur le niveau des taux d'intérêt dans le monde entier : monnaie nationale et monnaie mondiale, mais aussi monnaie de la rentabilité financière et de toutes ses logiques et critères au lieu d'être une monnaie qui priorise les avances pour les services publics, la coopération et un investissement porteur d'emploi de qualité.

Il est donc nécessaire d'instaurer une monnaie mondiale commune alternative au dollar. Une monnaie commune de crédit « orientée » vers les services publics (y compris la protection sociale) et le crédit bancaire pour un investissement favorisant l'emploi de qualité et une production efficace et écologique.

Cela est possible à partir des Droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI), en les développant et en les élargissant (nombre de monnaies et poids des différentes monnaies composant les DTS).

– Le FMI attribuerait des DTS à un taux bas (zéro ou négatif) aux banques centrales pour financer le développement des services publics et refinancer le crédit bancaire pour les investissements matériels et de R & D, à un taux d'autant plus bas que les investissements développeraient l'emploi, la formation, l'efficacité et la production écologique.

– L'allocation des DTS aux différents pays se ferait en fonction d'un critère mixte correspondant plus à leurs besoins, par exemple leur poids dans la population mondiale et

dans le PIB, alors qu'actuellement c'est en fonction de leur quote-part, c'est-à-dire en fonction du capital qu'ils ont mis, de leur poids dans la planète financière et dans ses turbulences possibles.

– On pourrait commencer au niveau de régions du monde, ou entre régions du monde (Europe/Amérique latine et Caraïbes, ou Chine/Amérique latine et Caraïbes), ou avec les BRICS et la NDB (Nouvelle banque de développement). Financer le développement des services publics et un investissement porteur d'emploi et d'efficacité avec une création monétaire mondiale signifie commencer réellement, et effectivement, à sortir du système néocolonial « capital-porteur d'intérêts ou de dividendes – dette publique et privée – profit (pour payer les intérêts et dividendes) – dépendance », pour construire un système « création monétaire – avances à taux zéro – valeur ajoutée-développement ». Développer l'emploi de qualité, la formation et l'efficacité signifie aller pas à pas vers un système de « sécurité d'emploi ou de formation » (SEF). Cela nécessite l'utilisation de critères de création d'emplois et d'améliorations des conditions sociales, des critères appliqués aux investissements : réduire le coût du capital pour réorienter les dépenses en faveur de l'emploi et du social, et non pour financer directement de l'emploi, c'est-à-dire réduire le prétendu « coût du travail » en faveur du capital et du profit.

Commentaires sur les positions des BRICS

Les BRICS se sont positionnés dans le sens d'une alternative au dollar depuis leur fondation en 2009, puis avec la création de leur Banque de développement en 2011. En particulier, le gouverneur de la Banque centrale de Chine, Zhu Xiaochuan, a proposé en 2009 la création d'un nouvel « instrument de réserve international » basé sur les Droits

EUROPE ET ALTERNATIVE AU DOLLAR

Dans ce contexte, le rôle de l'Europe est important. Les économistes communistes français et le Parti communiste français se sont positionnés depuis longtemps en faveur d'une monnaie mondiale commune alternative au dollar, à partir d'une expansion des DTS (quantité + diversification des devises du panier des DTS) et d'une profonde réforme du FMI (en particulier dans ses droits de vote) pour orienter le financement différemment. Le Parti de la gauche européenne adopte la même position. Dans la situation actuelle, ces propositions gagnent en actualité.

D'une part l'Europe, ses peuples, souffrent considérablement de la dictature exercée par le dollar sur le financement et donc ses conditions de développement⁶ – tout particulièrement en poussant à la hausse des taux de la BCE sous menace d'aspirer ses capitaux – mais aussi par son pouvoir exercé sur le commerce mondial pour reporter les difficultés états-uniennes sur tous les autres peuples.

D'autre part, nous pensons que l'Europe ne doit pas rester à la remorque des États-Unis, un supplétif co- ou sub-impérialiste récoltant les miettes. Elle pourrait plutôt avoir comme projet d'être un pont entre les pays développés et le « Sud global », impulsant une visée de progrès social et écologique commun. Les peuples d'Europe, tout comme ceux du monde entier, auraient beaucoup à gagner avec cela.

Mais pour cela, il ne suffit pas d'avancer vers l'idée seule d'une autre monnaie mondiale que le dollar. Il faut aussi l'idée complémentaire d'une monnaie visant le co-développement des services publics (y compris la protection sociale), de l'emploi et des biens communs. Cette visée, avec ses critères, constitue un facteur fondamental pour la viabilité économique, mais aussi politique, d'une alternative ne visant pas une hégémonie mais une avancée profonde dans la coopération mondiale.

Tout cela peut sembler difficile. Cependant, le monde se trouve à un carrefour, à la recherche de nouvelles règles et de solutions viables pour faire face à des défis extraordinaires, de graves menaces. La vieille logique est remise en question de toutes parts. Nous vivons l'échec du néolibéralisme qui se transforme en une intervention publique sans précédent... mais en faveur du capital (création monétaire massive à très bas taux par les banques centrales ou subventions massives aux entreprises, comme les 400 milliards de dollars du plan IRA aux États-Unis). Et nous ne pouvons pas revenir aux solutions du passé (solutions keynésiennes de la social-démocratie ou solutions de type soviétique). Elles n'étaient pas viables. Nous ne pouvons pas non plus nous contenter de limiter le néolibéralisme, même « durement ». Car nous ne sommes pas simplement « anti »-libéraux, nous visons un projet « positif » : pour un autre monde, de partage. C'est cela qui peut permettre de mobiliser des forces et des intelligences, dans leur diversité, du courage et de la ténacité pour une autre cohérence.

Il y a une opportunité et une nécessité historiques de construire des revendications politiques et des luttes communes au niveau mondial, en résonance avec une nouvelle culture de paix, d'humanité, pour le bien commun de tous et de toutes, avec tous et toutes, comme le défendait, entre autres, José Martí !

de Tirage Spéciaux (DTS), comme une alternative au dollar. Ils viennent de s'étendre aux BRICS+, rassemblant ainsi près de la moitié de la population mondiale et le quart du PIB (et même 35 %, en termes de parité de pouvoir d'achat).

Mais des déclarations récentes, comme celles de Lula au printemps 2023, qui ont dénoncé les DTS comme dominés par le dollar, à l'instar d'autres *leaders* des pays BRICS et des mesures prises, mettant l'accent sur la création le plus tôt possible d'une monnaie internationale alternative au dollar, pourraient être interprétées comme un recul d'un objectif mondial et un retour vers un objectif de fragmentation du monde.

C'est un changement qui exprime plutôt une urgence à sortir de l'hégémonie du dollar, un potentiel, un affrontement pour cette sortie, mais aussi une ambivalence et certaines contradictions.

L'urgence aiguë pour le « Sud global » est de se libérer de la dictature du dollar. Le **potentiel** de libération réside dans la force économique, monétaire, commerciale (y compris le poids des pays pétroliers) et même financière des BRICS+. **L'affrontement** est contre la domination du dollar, y compris dans la composition actuelle des DTS. **L'ambivalence et les contradictions** : s'agit-il de chercher une division du monde en deux, de faire coexister deux types d'hégémonies, d'affirmer certaines hégémonies nationales autoritaires qui cherchent à consolider la place de leurs propres capitalistes sur la scène mondiale, ou s'agit-il de progresser vers une autre unification du monde ? à partir des exigences objectives de développement des peuples de ces pays, pour le progrès social commun, ou à partir des exigences du grand capital de ces pays ? Ces contradictions et ambivalences traversent apparemment les BRICS+. De toute façon, il y a une bataille.

On ne peut prétendre avancer vers un nouvel ordre économique international avec de simples replâtrages et sans un changement profond du FMI, notamment dans la composition des DTS. C'est pourtant ce qu'a prétendu Emmanuel Macron en juin 2023 lors du sommet financier mondial qu'il a organisé, et c'est ce que veulent imposer les États-Unis en conservant leur droit de veto au FMI.

Une bataille d'unification et non de fragmentation, pour une réelle globalisation

Dans la perspective d'une nouvelle unification du monde, l'avancée immédiate vers une monnaie commune des BRICS, ainsi que la dénonciation du poids excessif du dollar dans les DTS actuels, représente objectivement un défi au FMI et à l'impérialisme du dollar – même si le dollar n'est pas dénoncé dans la déclaration du sommet des BRICS d'août 2024. Plutôt que de l'opposer à la création d'une véritable monnaie commune mondiale alternative au dollar, cette avancée pourrait constituer une étape, un point d'appui et non une fin en soi. Dans ce sens, il est nécessaire de s'appuyer sur les exigences récentes et nouvelles des BRICS. Une monnaie commune pour les BRICS, avec une capacité spécifique de prêts dans cette monnaie, pourrait faire partie de la construction d'un rapport de force et d'expérimentations face à l'impérialisme du dollar pour progresser vers un autre ordre mondial, un nouvel ordre économique international. Bien entendu, de l'autre côté, les efforts d'intégration capitalistes des BRICS à l'impérialisme US existent tant de l'extérieur que de l'intérieur de ces pays, où le capital financier est fort et dispose de points d'appui, de même que la culture du taux de profit⁵.

Ce n'est pas joué. C'est une bataille qui doit être menée, une bataille pratique et une bataille d'idées, pour une nouvelle unification du monde, sur une base de progrès social, dans laquelle le « sens », l'orientation, d'une monnaie mondiale commune jouent un rôle crucial, notamment à travers les types de prêts et leurs critères : monnaie pour le développement des capacités humaines et des biens communs, par opposition à la monnaie de fracturation du monde et de domination d'un pays ou d'un groupe de pays.

1. Le RNB (revenu national brut) serait mieux adapté : il tient compte des prélèvements internationaux sur la production du pays ainsi que des rapatriements de revenus (du capital et du travail).

2. La directrice du FMI elle-même reconnaissait qu'il aurait fallu plutôt 2 000 milliards de dollars, soit au moins trois fois plus. Voir Denis Durand « Un chiffre expliqué », *Économie&Politique*, n° 808-809 (novembre-décembre 2021).

3. Paul Boccara, « Les défis d'une autre globalisation de co-développement des peuples », 2^e Rencontre internationale des économistes sur « Globalización y problemas del desarrollo », La Havane, 18-22 janvier 1999, 20 p.

4. Fidel Castro, conclusions de la 2^e Rencontre internationale des économistes sur « Globalización y problemas del desarrollo », La Havane, 22 janvier 1999.

5. Ainsi Christian de Boissieu dit du yuan chinois qu'il a « vocation à rejoindre le duopole dollar-euro » (*Les Échos*, 3 janvier 2024), poussant les feux d'une vision intégratrice d'un condominium. Symétriquement, Martine Bulard, dans *Le Monde diplomatique* (octobre 2023), fait erreur et désarme le mouvement lorsqu'elle caractérise peu ou prou les BRICS comme défenseurs de l'orthodoxie néolibérale. Les choses sont beaucoup plus contradictoires et recèlent un potentiel de progrès qui justifie et exige une bataille.

6. Voir Y. Dimicoli, « L'euro dans le vortex du dollar », *Économie&Politique*, n° 828-829, juillet-août 2023.



II. Conjoncture mondiale : des turbulences dans l'empire du dollar

Rarement les effets de l'hégémonie du dollar sur l'économie mondiale, et les risques qu'elle comporte, se sont fait sentir avec autant de force qu'en ce début d'année 2024.

Dans un monde où, comme le souligne le FMI dans la dernière mise à jour de ses *Perspectives économiques*, la croissance prévue pour 2024 et 2025 est inférieure à la moyenne de 2000 à 2019, un fait marquant est le contraste entre les deux rives de l'Atlantique.

D'un côté, aux États-Unis, l'activité et l'emploi résistent beaucoup mieux que prévu au coup de frein donné par la politique monétaire depuis 2022¹ (voir dans ce numéro Denis Durand, « Conjoncture française : l'enlisement »). La croissance, à 3,3 % en rythme annuel au quatrième trimestre, s'accélère. Le taux de chômage est en-dessous de son niveau, déjà très bas, d'avant la pandémie et l'inflation a reflué. Brûlant sans vergogne les combustibles fossiles tirés du sous-sol de l'Amérique du Nord, le capital américain, GAFAM et autres leaders financiers de la révolution informationnelle en tête, joue à plein du privilège du dollar, pour attirer vers une place financière de New York survoltée les ressources du monde entier, avec le soutien d'un État à qui le monde accorde, en faisant confiance jusqu'à présent à la solvabilité de sa monnaie, la faculté de reconduire, année après année, des déficits qui voueraient tout autre État à la vindicte des marchés financiers.

De l'autre, l'Union européenne, et particulièrement l'Allemagne, décrochent et s'enfoncent dans une sorte de stagnation.

L'« exorbitant privilège » du dollar

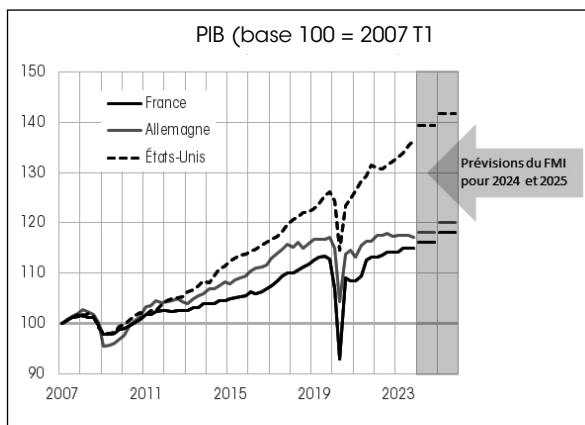
Comme le montre Frédéric Boccara dans notre dossier, le capital lié au gouvernement des États-Unis dispose dans cette guerre économique, avec le privilège du dollar monnaie mondiale de fait, d'avantages qui se sont renforcés avec la mondialisation financière, centrée sur Wall Street et sur le marché des bons du Trésor américains.

Cette domination du dollar vient de loin. Elle s'est installée après la Deuxième guerre mondiale, remplaçant un système monétaire international dominé par la livre sterling depuis le XIX^e siècle. Ce changement d'époque coïncide avec l'installation des institutions du capitalisme monopoliste d'État social. On peut donc voir la conférence de Bretton Woods, en juillet 1944, comme l'un des événements inauguraux de cette nouvelle ère économique. Elle plaçait le dollar, convertible en or au cours de 35 dollars l'once, au centre du système monétaire international. Les autres monnaies n'étaient pas convertibles en or : il suffisait de leur convertibilité en dollars, à une parité fixe mais ajustable. Le régime de Bretton Woods a pleinement fonctionné pendant une quinzaine d'années, entre 1957, date à laquelle les monnaies d'Europe occidentale sont devenues convertibles, et 1971, date de la suspension de la convertibilité du dollar en or. À nouveau, l'entrée en crise du système de Bretton Woods – que l'on peut commodément dater de la dévaluation de la livre sterling en 1967 – peut être considérée comme l'un des symptômes de l'entrée en crise du capitalisme monopoliste d'État.

Comme le montre le graphique (figure 2), cette période, débouchant sur le flottement généralisé des monnaies, a coïncidé avec une chute du cours du dollar qui, à la fin des années soixante-dix, prenait des proportions inquiétantes. C'est là une des motivations ayant conduit au tournant de la politique monétaire aux États-Unis, en octobre 1979, impulsion initiale de la mondialisation financière.

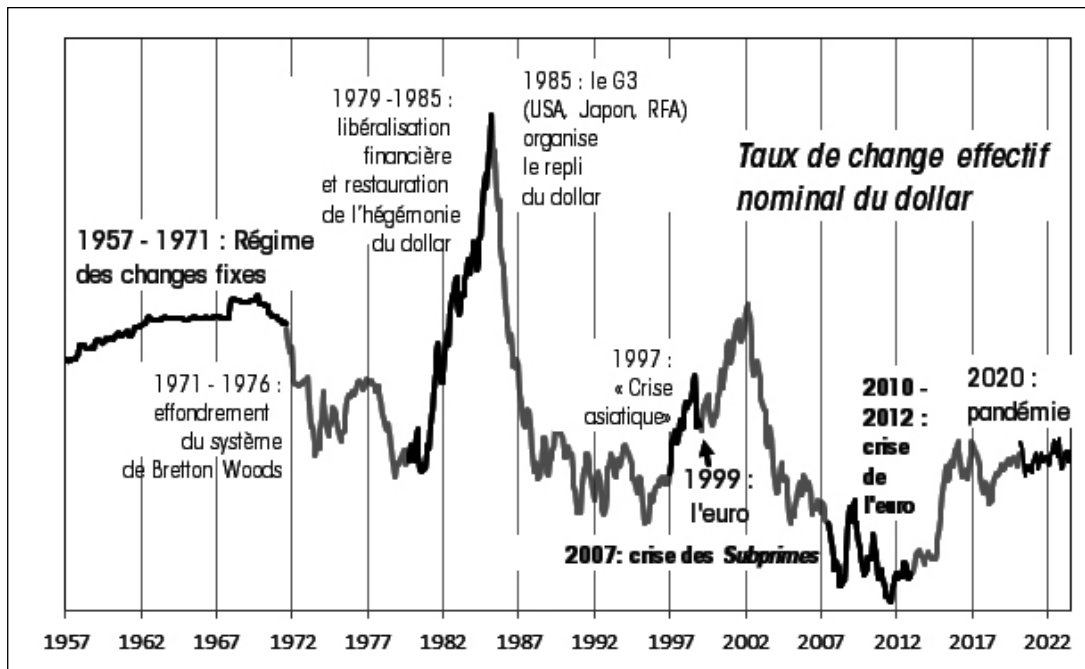
La manœuvre a réussi : dans la mondialisation financière, le poids et l'autorité du dollar se sont encore renforcés. Dans la compétition entre impérialismes, on a vu les États-Unis contenir les ambitions de leurs concurrents successifs. Dans les années 1990, ils ont coupé les ailes des banques japonaises en inspirant la mise en place des « ratios prudents » du comité de Bâle. Dès la création de la monnaie unique et plus encore après la crise de l'euro, entre 2008 et 2012, ils ont calmé les prétentions européennes à par-

Figure 1 - Les États-Unis s'envolent, l'Europe décroche



Sources : OCDE, FMI.

Figure 2 - Quelques étapes dans la crise du système monétaire international



Le taux de change effectif du dollar est une moyenne de son cours vis-à-vis des autres monnaies, pondéré par le poids de chaque pays dans le commerce extérieur des États-Unis.

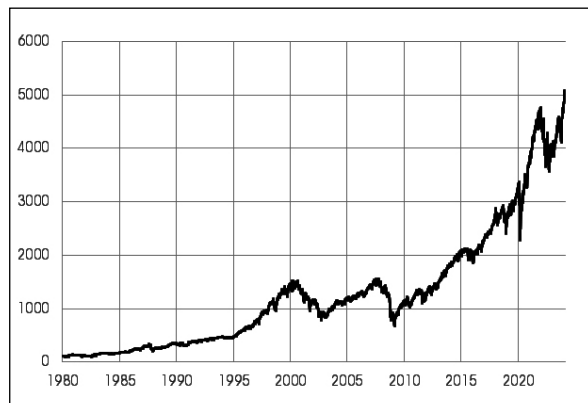
tager leur hégémonie. Désormais, leur obsession est de relever le défi chinois.

Les États-Unis, puissants et vulnérables

Les causes qui pourraient menacer l'hégémonie du dollar sont géopolitiques ; elles s'incarnent aujourd'hui dans les BRICS, mais aussi dans l'incapacité croissante des États-Unis à mobiliser derrière eux, dans les crises internationales, d'autres pays que leurs subordonnés européens. Elles sont aussi internes. Les États-Unis connaissent une crise sociale, sanitaire, écologique, politique dont les développements menacent de devenir incontrôlables. Cela n'empêche pas l'emploi et le revenu par habitant de se montrer plus dynamiques qu'ailleurs. Mais c'est au prix d'une inflation financière qui peut rendre l'économie des États-Unis vulnérable à un krach boursier ou bancaire dont les effets dévastateurs seraient décuplés par l'abondance des liquidités déversées sur le système financier depuis quinze ans.

Jusqu'ici, l'argent de la Réserve fédérale (et des banques centrales inféodées à la puissance des États-Unis qui ont besoin d'elle pour accéder au dollar, voir dans ce dossier l'article d'Adrien Faudot) a évité une catastrophe générale. Mais une limite de l'action des banques centrales n'a pas encore été testée : celle qui rendrait leur création monétaire si inefficace, en termes de création de richesses par le travail humain, que la voie serait ouverte à une perte de confiance dans le dollar de la part des investisseurs internationaux. On n'y est pas mais la possibilité du chaos fait partie des traits qui rendent le système monétaire, et avec lui l'ensemble des institutions économiques, potentiellement instables. Dans ce cas, même une action en apparence limitée – par exemple une bataille politique pour

Figure 3 - Indice Standard and Poor's 500 (Bourse de New York)



une autre insertion de l'Union européenne, aux côtés des pays émergents et du Sud, dans la mondialisation – pourrait suffire à faire basculer le système, soit vers une fracturation du monde et vers des affrontements incontrôlés, soit vers une mondialisation de paix et de coopération.

À court terme, on peut penser que l'administration Biden fera tout pour empêcher une récession avant l'élection présidentielle de novembre. En attendant, la balance des paiements des États-Unis continue de fonctionner à plein régime comme « pompe aspirante et refoulante » des capitaux internationaux (voir la contribution de Frédéric Boccara à ce dossier) au bénéfice des multinationales américaines et au détriment du financement des appareils productifs européens dans le reste du monde, particulièrement en Europe.

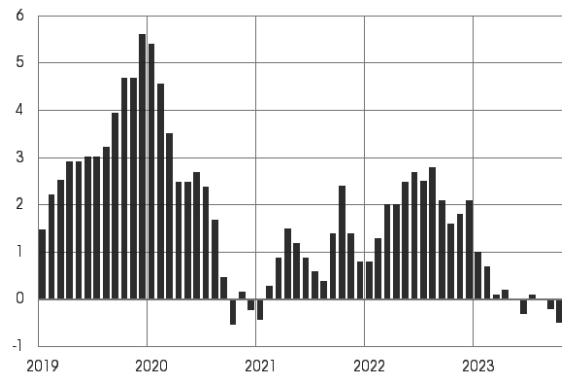
Les dégâts de l'impérialisme Laméricain continuent

Aussi, pendant que l'impérialisme américain s'efforce de façon de plus en plus agressive de maintenir sa domination financière, monétaire et technologique, le reste du monde peine à dégager la dime prélevée par les multinationales liées à Wall Street.

C'est le cas des pays du Sud les plus pauvres, où le revenu par habitant stagne et où le coût de la dette extérieure est redevenu un problème aigu avec la hausse des taux d'intérêt qu'ils subissent. Or, c'est dans ces régions du monde que la croissance démographique, porteuse de potentialités mais aussi de besoins accrus en matière de développement des capacités humaines, est la plus dynamique, et c'est aussi là que le dérèglement climatique commence à produire ses effets les plus meurtriers.

Les grands pays émergents résistent mieux, par exemple : l'Inde dont on peut penser qu'elle bénéficie encore d'une dynamique de rattrapage en matière de productivité, et la Chine qui se distingue du reste du monde par une tendance à la baisse des prix à la consommation, source potentielle d'avantages concurrentiels dans la guerre commerciale internationale..

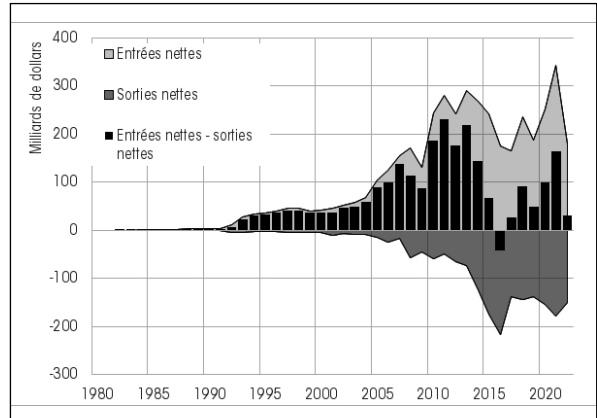
Figure 4 - Chine : glissement annuel des prix à la consommation



Bank for International Settlements (2024), Consumer prices, BIS WS_LONG_CPI 1.0 (data set), <https://data.bis.org/topics/CPI/data> (accessed on 20 February 2024).

La Chine a atteint en 2022 son objectif de croissance de 5 % mais différents signes suggèrent qu'on approche du moment où les effets de cette dynamique de rattrapage, fondée sur un essor de l'industrie tournée vers l'exportation, devra faire place à un développement plus centré vers le développement des capacités humaines. Alors que s'amorce une phase de recul démographique, avec en particulier une chute de la population d'âge actif, le chômage des jeunes témoigne d'une difficulté à mettre pleinement en valeur un énorme potentiel de capacités humaines. La Chine a réussi à positionner son appareil productif dans des secteurs d'avant-garde comme les véhicules électriques ou les panneaux solaires, et le revenu moyen par habitant a énormément augmenté mais le projet de réorienter la croissance vers la demande intérieure et la consommation des ménages se heurte à des difficultés conjoncturelles : crise immobilière pesant sur des comportements de consommation rendus prudents par les lacunes qui subsistent dans la protection sociale, difficultés

Figure 5 - Chine : investissements directs à l'étranger



Source : Banque mondiale.

financières des autorités provinciales et locales... Le marasme boursier offre un contraste frappant avec l'euphorie des Bourses dans le reste du monde et fait écho à la chute des entrées d'investissements directs étrangers en 2022, alors que les sorties de capitaux gardent le rythme soutenu qu'elles ont acquis depuis dix ans, deux symptômes de l'intensification des tensions géostratégiques..

Un diagnostic sur la deuxième économie du monde mériterait beaucoup plus que ces quelques lignes. On se contente donc ici de souligner que l'économie chinoise est moins que jamais l'affaire des seuls Chinois. Son ralentissement contribue en particulier à enfoncer l'Europe dans les difficultés. Voir dans une guerre commerciale contre la Chine la voie du salut face au déclin industriel de l'Europe témoigne ainsi d'un singulier aveuglement sur les causes réelles de nos faiblesses.

En effet, le décrochage de la croissance dans la zone euro par rapport aux États-Unis prolonge et aggrave sensiblement une tendance qui avait commencé de se dessiner dès la préparation de l'Union économique et monétaire à la fin du siècle dernier.

La France enlisée dans une Europe vulnérable

En 2024, l'ensemble de la zone est tiré vers le bas par l'Allemagne, qui a connu une récession en 2023 (au sens d'un 10,5nergie nucléaire par des choix non coopératifs en Europe, du gaz russe par la guerre en Ukraine, et du débouché chinois affaibli depuis la pandémie, la base industrielle de la puissance allemande est ébranlée. Alors qu'il y aurait urgence à concentrer les moyens financiers sur la réparation et le développement de services publics en bien mauvais état, le gouvernement allemand a décidé un tournant en faveur d'une augmentation massive des dépenses militaires, tout en s'empêtrant dans le « frein à la dette » (règle constitutionnelle interdisant les déficits budgétaires) qui se retourne maintenant contre l'économie allemande après avoir longtemps servi à maintenir la pression sur les politiques économiques des autres pays de la zone euro. Bruno Le Maire se défousse sur la conjoncture allemande de ses responsabilités dans la faiblesse de l'activité en France. Ce qui frappe en réalité, c'est la communauté des problèmes rencontrés par les populations des deux pays : insuffisance des salaires, dévitalisation des systèmes de

santé, d'éducation, et de l'ensemble des services publics, angoisse du monde agricole pour son avenir.

Pas plus que l'enfermement dans l'OTAN ne garantit la sécurité militaire de l'Europe, pas davantage l'allégeance au système dollar n'assure-t-elle sa sécurité économique, et celle de la France.

Le bon sens devrait plutôt consister à regarder en face la faiblesse des économies européennes, particulièrement celle de la France, et de mobiliser les forces disponibles pour porter remède à ses causes.

Épuisées dans leur course à la remorque du dollar, ces économies sont vulnérables à tous les chocs géopolitiques qui s'annoncent. Elles sont vulnérables à toutes les stratégies impérialistes qui sont en train de faire de notre continent le champ de bataille d'une guerre dont le conflit en Ukraine,

avec son épouvantable coût humain, pourrait n'être qu'une pâle préfiguration.

Face à la montée des périls, une convergence avec les forces qui, au Sud, font entendre leur contestation croissante de l'ordre international existant serait le moyen le plus rationnel de favoriser une transition pacifique vers un système monétaire libéré de l'hégémonie du dollar, et vers une mondialisation de paix et de coopération.

1. Sur les politiques monétaires, voir dans ce numéro Denis Durand, « Conjoncture française : l'enlèvement ».





Adrien Faudot,
maître de conférences à l'Université
Grenoble Alpes

III. Les paiements interbancaires et systèmes de paiement internationaux

L'hégémonie monétaire des États-Unis a une base institutionnelle et technique : la création et la mise en circulation de dollars par le système bancaire américain alimenté en liquidité par le Système de réserve fédérale. Les banques du monde entier et, à travers elles, l'ensemble des agents économiques, dépendent de ce système pour leurs opérations internationales. Avec l'autorisation de l'auteur que nous remercions très vivement, nous reproduisons ici la description de ce système, telle qu'elle figure dans sa thèse soutenue en 2017¹.

Dans le cas du dollar, les paiements internationaux les plus importants – en anglais *Large Value Payments Systems* – qui permettent le transfert de l'essentiel des dollars dans le monde sont réalisés au moyen de deux institutions, FEDWIRE et CHIPS, auxquelles sont connectées des « participants », c'est-à-dire des banques internationales américaines ou des banques étrangères disposant d'une branche américaine et d'une licence bancaire américaine². En outre, ces institutions utilisent, pour effectuer leurs transferts, une messagerie financière fournie par SWIFT, une institution qui détient le monopole de ce marché (voir encadré).

Un système de paiements unifiant le marché du dollar : FEDWIRE

FEDWIRE est un service fourni par la Réserve fédérale connectant les différentes *Reserve Banks* du pays entre elles, gérant principalement les transferts domestiques des banques américaines connectées à ce réseau. FEDWIRE étant un système RTGS (pour *Real Time Gross Settlement*), les transferts au sein du réseau sont opérés en temps réels³. La figure 11 représente de manière schématique une transaction internationale utilisant le système de paiement FEDWIRE, impliquant un exportateur allemand et un importateur américain, et leur banque correspondante. Nécessairement, l'entreprise allemande et sa banque doivent établir une correspondance avec une banque américaine ou une banque internationale disposant d'une licence américaine et d'une connexion avec le système de paiement supervisé par la Réserve fédérale, afin de réaliser le transfert.

Une chambre de compensation pour les paiements en dollars : CHIPS

Le principal système de paiement américain est une chambre de compensation qui parvient à économiser la

liquidité. CHIPS (pour *Clearing House Interbank Payments System*) est une société privée issue de la coopération bancaire, connectée à la *Federal Reserve Bank of New York*, qui gère les transferts internationaux selon une méthode particulière : les banques participantes fournissent un *prefunding* de départ en monnaie banque centrale ; les opérations de paiements sont, dans la mesure du possible, réalisées en temps réel, puis à la fin de la journée, les paiements mis en attente sont réglés à chaque membre après être passés dans une chambre de compensation suivant les principes d'un *multilateral netting system*, c'est-à-dire que seuls les soldes globaux des participants vis-à-vis de la structure sont opérés en fin de journée. Ce principe permet d'économiser les montants de monnaie banque centrale nécessaires pour réaliser les paiements : 1 dollar US de *prefunding* permet le transfert de 500 dollars au sein de CHIPS. Ce n'est qu'en fin de journée et de manière résiduelle que CHIPS mobilise FEDWIRE.

Une infrastructure comme CHIPS est primordiale pour les paiements internationaux, car elle offre un cadre sécurisé particulièrement efficace pour opérer les paiements interbancaires de manière optimale (c'est-à-dire optimisant à la fois les liquidités mobilisées et le temps nécessaire pour la transaction), et en utilisant avec parcimonie la monnaie banque centrale servant aux paiements interbancaires. CHIPS et FEDWIRE transfèrent uniquement des dollars au reste du monde. Les opérateurs disposent, grâce aux intervenants ayant directement une connexion auprès de CHIPS et FEDWIRE, d'une connexion au système de paiements en dollar. Prenons en exemple des producteurs situés dans une zone monétaire dont la monnaie officielle n'est pas le dollar. Les profits sont donc rapatriés dans une autre monnaie que le dollar, et les salaires ne sont pas payés en dollars. Pour faire le lien entre leurs activités de production, qui sont rarement en dollar dans le monde à l'exception des États-Unis, avec leurs activités d'échanges, qui sont

Figure 1 - Transaction commerciale internationale en dollar US au moyen de banques correspondantes et du réseau FEDWIRE®

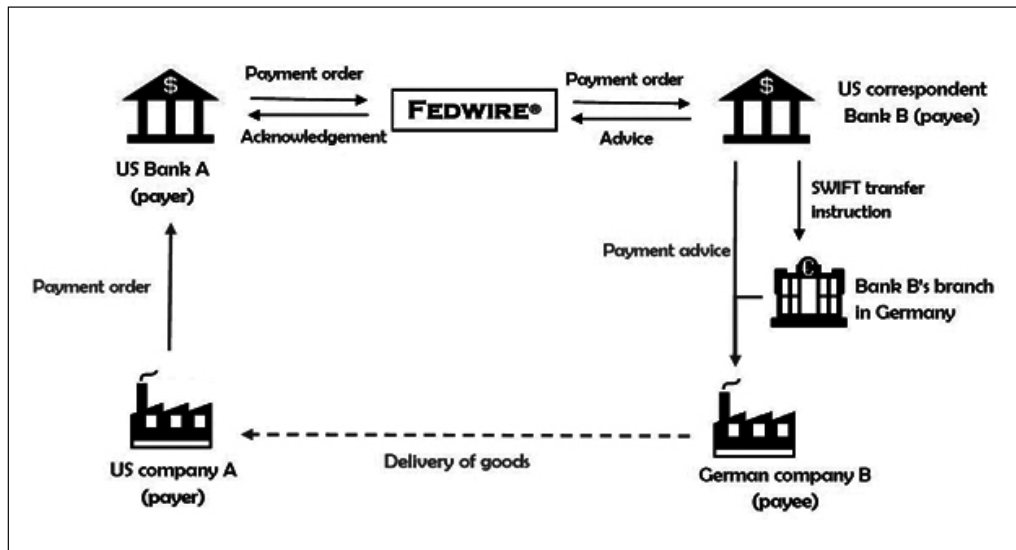


Figure de l'auteur, basée sur des documents disponibles sur le site internet de FEDWIRE®.

le plus souvent en dollars (on l'a vu dans les cartes de la sous partie précédente), les agents ont besoin d'opérations de conversion de leurs recettes commerciales. Ils ont par ailleurs besoin de se procurer des dollars pour acheter des marchandises à l'international et pour effectuer des investissements à l'étranger. Selon leurs besoins, ces agents vont, via leurs banques, échanger des monnaies sur le marché des changes interbancaire. Ce marché est décentralisé : de nombreuses places financières sont en concurrence pour opérer les transactions (BRI, 2016).

Un système privé de règlement pour les échanges de devises : CLS

Au sein de ce cadre décentralisé, CLS (pour *Continuous Linked Settlement*) se démarque en tant qu'institution offrant des services de règlement pour les échanges de devises puisqu'elle représente environ 60 % du marché des changes sur le plan international. Le reste est opéré par des banques elles-mêmes, ou au travers de transactions bilatérales. Du fait de sa taille, CLS est considéré comme une institution à caractère systémique – un *Systemically Important Payment System* – par la Banque des règlements internationaux.

Les transferts monétaires sont réalisés via un intermédiaire et un mécanisme de *payment-versus-payment* (PvP), qui signifie que les deux monnaies impliquées dans l'échange sont transférées sur les comptes des banques participantes seulement quand l'institution intermédiaire les reçoit (Mägerle et Maurer, 2009)³. Cette pratique vise à éviter le « risque Herstatt »⁴ qui correspond au risque provenant de la fermeture d'une banque insolvable par une autorité de régulation et qui se propage sur les contreparties étrangères de cette banque (Kahn et Roberds, 2001)⁵. En juin 2014, on comptait 64 participants directs à CLS Bank. Les autres banques et institutions financières peuvent solliciter indirectement les services de CLS Bank au travers des services offerts par les participants directs de CLS (aussi appelés les *settlement members*). Chacun des membres directs possède un compte dans le livre de CLS, lui-même re-

lié à chaque Banque centrale associée à une des monnaies échangées dans le système. CLS fonctionne comme selon les principes du *multilateral netting system*, calculant une position nette par monnaie pour chacune des banques participantes. Un tel procédé rend possible une réduction du volume de transactions, et par conséquent améliore la position des banques en termes de liquidité.

Ainsi, CLS Bank n'émet pas un moyen de paiements final, comme devrait le faire en théorie un institut des règlements internationaux, mais facilite les paiements en monnaie nationale, en manageant au mieux les positions des participants au système, et en calculant leurs positions nettes dans les différentes monnaies participantes du système (Rossi, 2007, p. 96)^{6,7}.

Comme l'explique Ronald McKinnon dans son ultime ouvrage, les échanges internationaux sont confrontés au problème du (n1) taux de change. Dans un monde qui comporte, disons, 150 monnaies, si chaque monnaie devait calculer son propre taux de change vis-à-vis de chacune des autres monnaies, les échangistes se retrouveraient en présence de 11 175 taux de change bilatéraux. En revanche, l'usage d'une monnaie véhiculaire, un étalon, fait chuter ce nombre à hauteur de 149 paires. Cette réduction est une incitation à utiliser une monnaie véhiculaire qui sera demandée comme moyen de règlement sur les marchés des produits, des services, et des titres financiers, mais aussi sur le marché des changes, c'est-à-dire ayant la capacité d'acheter n'importe quelle autre monnaie. Actuellement, le dollar US est de toute évidence la monnaie dominante sur les marchés des changes : sa part s'élève à 87 % du total des échanges (BRI, 2013)⁸, loin devant l'euro (33,4 %) et le yen (23 %)⁹. Ainsi, le dollar US est la monnaie intermédiaire des transactions interbancaires au niveau mondial (McKinnon, 2013, p. 18)¹⁰. Chaque jour, les marchés des changes font circuler un montant – le *turnover* – qui s'élevait en 2013 à 5,3 trillions de dollars. La somme des dollars qui transitent (87 % de 5,3 trillions soit plus de 4,6 trillions) est donc considérable. Pour ces raisons, les marchés des changes ont besoin d'opérateurs disposant de

SWIFT, FOURNISSEUR DU STANDARD ET SUPPORT DES PAIEMENTS

Les paiements ont besoin d'institutions bancaires, d'institutions en charge du *clearing*, mais pour leur propre réalisation, même sous un format électronique, ils ont également besoin de s'adosser à des supports reconnus au sein de la communauté de paiement. Les besoins de sécurité dans les transactions internationales, passant par des innovations technologiques majeures dans les transferts de fonds mais aussi dans la communication des ordres de paiements, ont rendu nécessaire la fourniture d'un standard universellement reconnu. SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) offre un service de messagerie financière standardisée, innovant, et sécurisé.

« It is important to note that SWIFT is not a bank or a clearing and settlement institution; it does not manage accounts on behalf of customers nor does it hold funds. [...] SWIFT is responsible for providing the platform, products and services that allow member institutions to connect and exchange financial information » (Scott and Zachariadis, 2012, p. 463¹).

SWIFT est une organisation sans but lucratif. Son réseau est considérable : des milliers de banques dans plus de 200 pays l'utilisent. L'organisation est en situation de monopole dans son secteur. SWIFT est le résultat de la coopération entre plusieurs banques d'Europe et d'Amérique du Nord au début des années 1970. Au sein du réseau SWIFT, les États-Unis sont les plus connectés, comme le montre le travail de Cook et Soramäki (2014)². Même si les banques américaines ont été parmi les plus impliquées dans la fondation de SWIFT, la société est basée en Belgique et est par conséquent supervisée par la Banque nationale de Belgique. SWIFT se définit elle-même comme un acteur neutre dans les relations monétaires internationales.

Le réseau SWIFT est utilisé par les banques – et par certaines firmes – pour envoyer des instructions de paiements. L'institution est vitale pour les transactions internationales et est en mesure de produire elle-même les normes internationales au travers de ses nouveaux produits.

SWIFT est donc un acteur désormais incontournable, raison pour laquelle la Banque des règlements internationaux considère SWIFT comme un *International Payments Arrangement* d'importance systémique (BRI, 2012)³.

CLS a été lancé en 2002 par un groupement de banques privées originaires de huit pays différents (Bronner, 2002)⁴. Ce lancement s'est produit à la suite de recommandations provenant des Banques centrales de 10 pays, appelant à une coopération accrue ainsi qu'à des améliorations dans les méthodes de règlements internationaux. En décembre 2014, 17 devises faisaient l'objet d'échanges dans ce système multidevises. On peut toutefois remarquer que le RMB chinois est absent des monnaies échangées au sein de CLS. CLS a un compte dans les livres de la *Federal Reserve Bank of New York* qui est en charge de la supervision de ses opérations. Par ailleurs, CLS doit recevoir un accord écrit de la *Federal Reserve* si toutefois l'institution projetait d'inclure une nouvelle monnaie parmi celles existantes dans la liste (Board of Governors of the Federal Reserve System, 2008, p. 4)⁵.

connexions au *Federal Reserve System*, tels que CLS – et ses membres participants.

Ainsi, CLS est un des outils que les banques privées ont créés et depuis lors utilisés selon leurs besoins en devises étrangères pour réaliser leurs transactions internationales.

Les monnaies nationales convertibles, telles que le dollar et l'euro, sont transférées *via* cette infrastructure privée qui est directement connectée à plusieurs systèmes de paiements nationaux, et qui est supervisée par la Réserve Fédérale américaine. La combinaison du système de transfert brut en temps réel (FEDWIRE), d'une chambre de compensation (CHIPS) et de CLS aboutit à un système de paiements reconnu internationalement pour son efficacité (FMI, 2010).

1. Adrien Faudot, *Les choix de facturation du commerce international : état des lieux, déterminants, inertie de la monnaie*. Economies et finances, Universitè Grenoble Alpes, 2017. Français. NNT : 2017GREAE011. tel-01848752.

2. Bien que les systèmes de paiement aient évolué depuis les années 1990, voir MENGLE, D. (1992), « Behind the Money Market: Clearing and Settling Money Market Instruments », *Economic Review*, septembre-octobre, p. 3-11. pour une introduction au fonctionnement du système de paiement américain.

3. Dans la zone euro, une fonction analogue est remplie par le système TARGET2, reliant la BCE et les banques centrales nationales de la zone (NDLR).

4. J. Mägerle, et D. Maurer, « The Continuous Linked Settlement foreign exchange settlement system (CLS) », *SNB Working papers*, Swiss National Bank, novembre 2009.

5. Bankhaus Herstatt était une banque allemande qui a fermé ses portes en 1974, après que les autorités de régulation allemandes la déclarent insolvable. Il en résulta des pertes pour les contreparties étrangères d'Herstatt qui avaient déjà réglé certaines transactions à la banque allemande et étaient encore en attente de la part de celle-ci de certains paiements qui leurs étaient dus.

6. C. Kahn et W. Roberds, « The CLS bank: a solution to the risks of international payments settlement? », *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy*, Vol. 54, n° 1, juin 2001, p. 191-226.

7. S. Rossi, *Money and Payments in Theory and Practice*, Routledge, Londres et New York, 2007.

13. Nous pouvons citer ici Sergio Rossi : « the CLS Bank does not issue the means of final payment (across borders) – as does a settlement institution – but merely manages the CLS-based settlement process; that is to say, it monitors the exchange of payment orders and determines all settlement positions » (Rossi, *op. cit.*, p. 96).

8. BRI, « Foreign exchange turnover in April 2013: preliminary global results », *Triennial Central Bank Survey*, Monetary and Economic Department, Bâle, 2013.

9. Étant donné que chaque transaction sur le marché des changes implique deux monnaies, la somme du pourcentage des monnaies individuelles s'élève à 200 %.

10. R. Mckinnon, *The Unloved Dollar Standard: From Bretton Woods to the Rise of China*. Oxford University Press, 2013.

1. Susan V. Scott and Markos Zachariadis, (2012), « Origins and development of SWIFT, 1973–2009 », *Business History*, 54, (3), 462-482.

2. COOK, S. et SORAMAKI, K. (2014), « The Global Network of Payment Flows », *SWIFT Institute Working Paper*, n° 2012-006, 23 septembre.

3. BRI (2012), « International payments arrangements », *Clearing and settlement systems in the CPSS countries*, Volume 2, Committee on Payment and Settlement Systems, Red Book, November, p. 509-544.

4. M. Bronner, « The CLS™ system : reducing settlement risk in foreign exchange transactions », *Financial Stability Review*, novembre, 2002, p. 131-142.

5. Board of Governors of the Federal Reserve System, « Protocol for the Cooperative Oversight Arrangement of CLS », 25 novembre 2008. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.federalreserve.gov/paymentsystems/cls_protocol.htm>.

Marcelo Pereira Fernandes,

Professeur Associé à l'Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro (UFRRJ) et Professeur des Programmes de Post-graduation en Économie Régionale et Développement (PPGER) de l'UFRRJ, d'Économie Politique Internationale (PEPI) de l'UFRRJ.

Membre de la Coordination du Noyau d'Économie Politique & Développement de l'École Nationale João Amazonas.

Traduction : Henri Blotnik.

IV. Le Moyen-Orient sur le chemin de la « dédollarisation »?

Les pays du Moyen-Orient sont à la recherche d'alternatives au dollar pour le commerce du pétrole. Que deux alliés historiques des États-Unis et grands exportateurs de pétrole, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis, soient disposés à substituer le dollar dans leurs transactions commerciales, est un fait qui mérite attention.

Sur l'étalon du dollar-flexible

Depuis la fin des années 1970, le Système monétaire international (SMI) est placé sous l'égide de ce que nous appelons étalon du dollar flexible (Serrano, 2002). Au contraire des systèmes antérieurs basés sur les étalons or-livre ou or-dollar, il procure aux États-Unis une capacité d'endettement énorme parce que leur déficit externe peut être financé dans leur propre monnaie. Et, comme le dollar n'est plus convertible en or « *one dollar as good as one dollar* » les États-Unis peuvent, selon leurs intérêts, varier la parité du dollar par rapport aux monnaies des autres pays au moyen d'une simple manipulation des taux d'intérêt (Serrano, 2002). Cela révèle que l'acceptation du dollar comme « monnaie clé » du système ne se fonde pas sur sa capacité à maintenir une valeur stable comme pour les étalons monétaires antérieurs, mais plutôt par la possibilité d'accès à son marché financier, le plus profond et liquide du monde. De fait, un « *privilège super exorbitant* » conformément à ce qu'a pointé Strange (1987, p. 569).

Le SMI est un système hiérarchique au sein duquel peu de monnaies font fonction de monnaie internationale – le dollar, l'euro, le yen japonais, la livre, et, plus récemment, le renmimbi, sont les principales – étant établi que le dollar occupe une position singulière en dominant amplement le libellé des titres financiers et des transactions commerciales, et en fonctionnant encore comme une réserve de valeur « universelle ». C'est la monnaie internationale par excellence, celle qui est en haut de la hiérarchie du SMI, jouant le rôle de « monnaie financière », servant de refuge sûr aux investisseurs durant les crises (Tavares ; Melun, 1997).

Sanctions par l'intermédiaire du dollar : qui sera le prochain ?

Toutefois, le SMI actuel est ébranlé dans la mesure où les États-Unis en viennent à utiliser le dollar comme une arme pour sanctionner des pays considérés comme hostiles,

la Russie en étant l'exemple le plus récent et le plus important. La recherche d'alternatives à l'utilisation du dollar au Moyen-Orient doit être vue dans ce contexte de menaces de sanctions économiques unilatérales de Washington. C'est ce que l'on a appelé dédollarisation, qui ne signifie pas pour autant la fin du dollar ou de son importance dans le SMI.

Cependant, un changement dans la monnaie avec laquelle le pétrole est commercialisé n'a rien d'anodin. Nous parlons d'un marché qui fonctionne en dollars depuis qu'en 1975 l'Arabie Saoudite, alors principal producteur de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), s'est mise d'accord avec les États-Unis pour que le commerce du pétrole soit réalisé exclusivement en dollars, poussant le cartel à faire de même la même année (Clark, 2005).

Dès lors, il ne s'agit pas d'un marché dans lequel les entreprises décident librement de la monnaie dans laquelle vendre leurs marchandises. C'est pourquoi, il n'est pas hors de propos de penser que l'Irak a été envahi en 2003 parce que Saddam Hussein aurait décidé de vendre le pétrole irakien en euros, comme le suppose Clark (2005). Il suffit de se rappeler qu'en 2018, l'Iran a été déconnecté pour la seconde fois du réseau SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) au moyen d'une décision unilatérale du gouvernement Trump (2017-2021), rendant son commerce extérieur énormément plus difficile, en particulier le commerce du pétrole qui représente près de 50 % des exportations iraniennes. En conséquence, l'Iran vit les recettes de ces exportations s'effondrer, entrant dans une crise économique sévère qui ne fut atténuée qu'après un accord de coopération de 25 années signé avec la Chine, qui inclut justement l'achat du pétrole iranien. Notons qu'alors ce sont les États-Unis qui tentèrent d'empêcher que l'Iran utilise le dollar, et non le contraire.

En 2019, les émirats arabes unis (EAU) et l'Arabie Saoudite annoncèrent aussi leur souhait de vendre du pétrole dans

DOSSIER

d'autres monnaies. Les deux gouvernements réclamaient une loi qui puisse être approuvée par le Congrès nord-américain – la No Oil Producing and Exporting Cartels (NOPEC) qui exposerait les membres de l'OPEP à des procès anti-trust des États-Unis. Cependant, le ministre de l'énergie, Suhail bin Mohammed al-Mazraoui rappelait l'essentiel : changer la monnaie du commerce est quelque chose de complexe qui ne se fait pas du jour au lendemain (Gardner, 2022 Nehme ; Khalid, 2019).

Entre-temps, la conjoncture est en train de changer. Au commencement de 2023, le gouvernement saoudien informait à nouveau que le pays était disposé à vendre du pétrole en d'autres monnaies, comme l'euro ou le renmimbi. Dans le cas des EAU, il est encore plus significatif qu'en août 2023, le gouvernement indien ait informé que la compagnie pétrolière d'État, Indian Oil Corp., utiliserait la roupie pour acheter un million de barils de pétrole à la Compagnie nationale de Pétrole d'Abou Dhabi, et pas en dollars (Inde, 2023). Ces deux pays, en plus de l'Iran, ont intégré les BRICS, ce qui pourra stimuler le commerce de pétrole dans des monnaies différentes. Y compris, le bloc a reconnu l'intérêt de créer une monnaie commune entre les participants – la R5, c'est le nom suggéré pour la monnaie des BRICS – et d'encourager le commerce en monnaie locale.

De plus, cela augmente l'influence de la Chine qui vient de manière planifiée de réaliser avec succès l'internationalisation du renmimbi. Ainsi, depuis 2016, le renmimbi fait partie du panier de monnaies qui compose les Droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI), qui sont pris en compte dans les avoirs de réserve de tous les pays membres. Cela offre une alternative intéressante aux pays qui voudraient utiliser d'autres monnaies pour le commerce du pétrole, puisqu'auparavant cela semblait envisageable avec l'euro, la monnaie de pays qui ont aussi des intérêts impérialistes dans la région. Il est peu

probable que le dollar ne soit plus la monnaie clé du système dans un futur proche. Mais il y a de fait une insatisfaction croissante face à la manière avec laquelle Washington utilise son pouvoir monétaire, en particulier dans cette région d'importance stratégique qu'est le Moyen-Orient. Conformément à ce que nous commentons ci-dessus, les avantages des États-Unis découlant de la centralité du dollar sont gigantesques. C'est pourquoi, tout changement, même limité, qui réduirait ce pouvoir, a la force de créer encore plus de désordre dans le système international.

Références

- Timothy Gardner, « Explainer: What is NOPEC, the U.S. bill to pressure the OPEC + oil group ? », *Reuters*, 5 octobre 2022. : < <https://www.reuters.com/world/us/what-is-nopec-us-bill-pressure-opec-oil-group-2022-10-05/>>.
- « INDIA makes first crude oil payment to UAE in Indian rupees, *Reuters*, 14 août 2023 », < [https://www.afr.com/world/middle-east/uae-says-oil-trading-currency-can-t-be-changed-overnight-20190408-p51c58](https://www.reuters.com/business/energy/india-makes-first-crude-oil-payment-uae-indian-rupees-2023-08-14/#:~:text=Indian%20oil%20Corp%20(IOC.,million%20rupees%20(%241.54%20million)>.
– Dahlia Dnehma et Tuqa Khalid, « UAE says oil trading currency can't be changed overnight », <i>Financial Review</i>, 8 avril 2019, < .
- Franklin Serrano, « Do ouro imóvel ao dólar-flexível », *Economia e Sociedade*, Campinas, vol. 11, n° 2 (19), 2002, p. 237-253.
- Susan Strange, « Persistent Myth of Lost Hegemony », *International Organization*, 41, 1987.
- Maria da Conceição Tavares ; Luiz Eduardo Melin, « Pós-escrito 1997: a reafirmação da hegemonia norte-americana », in Maria da Conceição Tavares ; Luís José Fiori, *Poder e Dinheiro : uma economia política da globalização*. Petrópolis, RJ : Vozes, 1997.

